

BÉNIN

To kplon Nou, développement et structuration de la filière de l'éducation non-formelle



Le Bénin est confronté au sous-investissement des centres de jeunes et de loisirs. Par ailleurs, les formations du secteur de l'animation viennent à manquer pour renforcer les compétences des professionnels engagés. Dans ce contexte, l'éducation populaire contribue à renforcer la vivacité culturelle, la solidarité, le bien-être et la citoyenneté de la population béninoise.

CONTEXTE

Le projet répond au constat de désuétude des centres de jeunes et de loisirs pourtant présents dans les 77 communes du Bénin. En dehors de l'école, l'absence de dimension éducative, culturelle, ou sportive offre un espace pour l'ennui, l'appauvrissement culturel, et le développement d'activités irrégulières. Au-delà, la culture de transmission intergénérationnelle tend à disparaître notamment face au développement du numérique. Enfin, le monde professionnel est confronté au manque de formations, notamment dans le secteur du tourisme, de la jeunesse et de la culture. Ce secteur reste, par ailleurs, fortement genré puisque les fonctions à responsabilité, telles que les postes de directeurs de centres, formateurs, dessinateurs, et animateurs, restent difficilement accessibles aux femmes.

DESRIPTIF

Dans ce contexte, les actions d'éducation populaire promeuvent le respect des droits, l'accès aux loisirs, la formation professionnelle, ou encore la construction de la citoyenneté par l'Education aux Médias et à l'Information (EMI). Ce projet propose à la population de dix communes du Bénin une offre éducative complète comprenant une offre de formations, le développement des activités culturelles (bibliothèques, théâtre, chants, arts) et sportives ainsi que la valorisation des temps de loisirs. Ce projet favorise ainsi les liens entre les habitants, leur épanouissement et leur engagement au sein de la communauté, en partenariat avec les autorités publiques. L'accès à l'éducation populaire bénéficie alors à l'ensemble des communautés dans les 10 communes ciblées et bien au-delà.

RÉSULTATS

Le projet cherche à atteindre plusieurs résultats. Au-delà des bénéficiaires directs des formations et activités, il bénéficie aux familles des participants, aux habitants, et aux collectivités. D'une part, au moins 79 béninois.e.s et 10 français.e.s (en service civique international), dont au moins 70% ont moins de trente ans, sont formé.e.s au développement d'activités d'éducation populaire sur trois ans. Dans ce cadre, un centre de formation est ouvert et animé pour dispenser diverses formations telles que des formations de formateurs, des formations à la direction de centres sociaux-culturels, à l'animation, ainsi qu'au volontariat et à la solidarité internationale.

D'autre part, l'offre culturelle et les temps de loisirs sont développés et pérennisés avec la participation d'au moins 30 000 personnes aux activités quel que soit leur âge dans 10 centres sociaux-culturels. Ces activités recouvrent diverses thématiques. Plusieurs créations artistiques sont développées, intégrant notamment une dimension intergénérationnelle. Des activités sportives impliquant au minimum 50% de femmes sont proposées. Aussi, des ateliers

PAYS
BÉNIN



Date de signature de la convention
07/2023



Secteur
Education populaire



Localisation
Porto Novo, Kétou, Bopa, Lokossa, Dogbo, Bohicon, Savalou, Parakou, Djougou, Natitingou

Durée du financement
3 ans



Outil de financement
Subvention OSC

Bénéficiaire
Fédération Léo Lagrange Bénin

Principaux Objectifs de développement durable visés



d'éducation aux médias et au dessin de presse sont animés en partenariat avec Cartooning for Peace. Des espaces de lectures sont également intégrés à l'offre pédagogique des centres. Afin de sensibiliser aux enjeux de l'interculturalité, une activité d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale est proposée chaque année dans chaque centre par des jeunes volontaires, en France comme au Bénin. Globalement, l'ensemble de ces activités est capitalisé à travers la création d'outils pédagogiques répondant aux attentes et besoins des centres. En outre, le plaidoyer auprès des autorités compétentes assure la pérennisation des acquis au-delà du programme.

OSC

Association d'éducation non-formelle reconnue d'utilité publique, la Fédération Léo Lagrange (FLL) intervient dans les champs de la petite enfance, de l'animation et de la formation professionnelle depuis sa création en 1950. Elle accompagne également les acteurs publics dans la mise en œuvre de politiques éducatives, socioculturelles et d'insertion. Avec ces 8 000 salariés, elle a l'ambition de donner à tous les moyens de s'épanouir tout au long de la vie. FLL possède de fortes compétences dans la formation d'animateurs à l'étranger dans un autre contexte culturel et social, mais aussi de création d'outils permettant la réconciliation, l'ouverture à l'autre et la lutte contre les discriminations. A l'international, FLL dispose d'une solide expérience : en collaboration avec les dix fédérations Léo Lagrange africaines, elle met en place des projets de développement de l'animation volontaire à travers la formation ainsi que la création d'espaces de loisirs. FLL intervient également au Kurdistan irakien, où elle accompagne le gouvernement kurde et les OSCs locales dans la mise en place d'une politique jeunesse qui vise à développer l'éducation populaire sur son territoire (formation, jeunesse et animation). Ce dernier projet est actuellement en Phase 2 auprès de la DPA OSC.

La Fédération Léo Lagrange Bénin (FLLB) est une des 10 fédérations africaines affiliées à la FLL. Elle comprend 21 associations réparties sur toute l'étendue du territoire béninois et intervenant dans maints domaines dont : le loisir pour tous, l'éducation, l'art et la culture, le développement local, la santé, la promotion des droits humains, la valorisation de la médecine traditionnelle, l'environnement, etc. Elle dispose d'un directeur de développement associatif qui appuie les actions des associations membres et qui travaille, avec des bénévoles, au développement de ses activités.

PARTENAIRES

Tout d'abord, Cartooning for Peace (CFP) est le réseau mondial des dessinateurs de presse. Association basée en France, elle représente un réseau de 203 dessinateurs-trices de presse issus de 67 pays du monde. Cartooning for Peace a organisé plus d'une centaine d'ateliers-rencontres avec des dessinateurs de presse à l'attention du public jeune, principalement en Afrique (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Maroc, Tunisie) et sensibilisé plus de 2000 jeunes. Pour cela, l'association a édité des outils pédagogiques avec ses partenaires dans les pays concernés.

Ayant comme objectif majeur de s'inscrire localement, de très nombreux partenaires béninois sont parties prenantes ou partenaires associés du projet. Plusieurs partenaires sont membres du gouvernement béninois : le Ministère des Sports, le Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, le Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale, le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance. Le soutien des autorités assure la durabilité du projet et son adéquation avec les besoins locaux. Enfin, sont à inclure dans les autres associations partenaires de multiples OSCs béninoises telles que l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB), l'Agence pour l'importation et l'exportation (APIEX), Les Editions Plurielles, France Volontaires (Bénin), le Réseau Inter Africain des Habitants – RIAH, l'Atelier Ouverture Azo et AstusCité. Ils œuvreront à la réussite et l'acceptation de ce projet.

CO-FINANCEURS

Le co-financeur principal sera le gouvernement béninois. Trois ministères principaux : le Ministère des enseignements technique et secondaire et de formation professionnelle, le Ministère du tourisme, de la culture et des arts et enfin le Ministère des Sports. Le Ministère des finances organise le mécanisme de financement.

Une prospection est réalisée pour développer davantage des co-financeurs.